



Numéro 15

15 juin 2021

## TABLE DES MATIÈRES

### **Tout en oeuvre pour s'opposer aux préparatifs de guerre des États-Unis dans la péninsule coréenne !**

- Pour dénucléariser la péninsule coréenne, les États-Unis doivent officiellement mettre fin à la guerre de Corée et faire la paix avec la RPDC  
- *Philip Fernandez* -
- Les États-Unis accroissent l'intégration de la République de Corée à leur machine de guerre  
- *Nick Lin* -
- Un crime contre la paix – le Canada prolonge l'« opération Neon » contre la RPDC  
- *Margaret Villamizar* -
- Webinaire international sur la situation actuelle et les développements en RPDC

### **Des anniversaires importants**

- L'héritage du soulèvement de Gwangju exige que les États-Unis soient chassés de Corée
- Les Déclarations conjointes Nord-Sud fournissent des lignes directrices pour résoudre les problèmes non résolus auxquels est confronté le peuple coréen

---

### **Tout en oeuvre pour s'opposer aux préparatifs de guerre des États-Unis dans la péninsule coréenne !**

## **Pour dénucléariser la péninsule coréenne, les États-Unis doivent officiellement mettre fin à la guerre de Corée et faire la paix avec la RPDC**

- *Philip Fernandez* -

L'administration Biden a annoncé le 30 avril qu'elle avait terminé son examen de la politique américaine à l'égard de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Sans donner plus de détails, le porte-parole de la Maison-Blanche a déclaré : « Notre objectif reste la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. Avec une compréhension claire que les

efforts des quatre dernières administrations n'ont pas permis d'atteindre cet objectif [...] Notre politique appelle à une approche calibrée et pratique qui est ouverte à la diplomatie avec la RPDC et l'explorera [...]. »

Si les États-Unis étaient vraiment intéressés par la dénucléarisation de la péninsule coréenne, il n'y a aucun mystère sur ce qu'ils doivent faire. Les États-Unis doivent officiellement mettre fin à leur état de guerre contre la RPDC en signant un traité de paix et s'engager dans des relations pacifiques avec ce pays. Cela signifie qu'il faut mettre un terme aux menaces constantes d'agression militaire, notamment à la centaine d'exercices militaires conjoints de petite et de grande envergure que les États-Unis mènent



conjointement avec la République de Corée (RdC), le Japon et d'autres alliés, dont le Canada, ainsi qu'aux menaces de « décapitation » des dirigeants de la RPDC et aux menaces d'annihilation nucléaire. Cela signifie qu'il faut mettre fin aux sanctions économiques et politiques brutales et illégales imposées par les États-Unis à la RPDC, qui constituent une forme de guerre économique et de punition collective contre un petit pays qui affirme son droit à l'existence et refuse de capituler. Ces sanctions font partie de la stratégie américaine pour diviser le peuple coréen et justifier la présence militaire des États-Unis dans la péninsule, avec pour objectif global un changement de régime en RPDC afin que toute la péninsule puisse être nucléarisée et sous diktat américain, aux portes de la Chine et de la Russie.



**En Corée du sud, des militants marchent depuis plus de 40 jours en faveur de la construction d'un chemin de fer unique pour la paix en Corée, dans le but de relancer et de développer le projet de chemin de fer intercoréen qui a été mis à mal par l'ingérence des États-Unis dans les relations intercoréennes. Parmi les participants à la marche figurent des cheminots, des personnes dont les familles ont été séparées par la division de la Corée par les États-Unis ainsi que des syndicalistes et des organisations religieuses et de la société civile. On voit ici les marcheurs à Cheonan le 12 juin 2021.**

La RPDC a indiqué à maintes reprises qu'elle souhaite la paix ; elle veut que la nation coréenne, au nord comme au sud, règle les contradictions de la péninsule par ses propres moyens, sans ingérence ni intervention étrangère. Elle a participé aux pourparlers à six organisés par la Chine entre 2003 et 2009, auxquels participaient la Chine, la Russie, le Japon, les États-Unis et la République de Corée, dans l'objectif de dénucléariser la péninsule coréenne, mais elle s'est retirée

lorsqu'il est apparu que les États-Unis souhaitent la dénucléarisation de la RPDC, mais pas de la péninsule coréenne. En outre, les États-Unis ont constamment violé tous les accords signés lors des négociations, à chaque étape, tout en continuant à armer l'ensemble de la République de Corée. Aujourd'hui, 28 500 soldats américains restent sur place aux côtés d'un arsenal massif d'armes mortelles, notamment conventionnelles, nucléaires et chimiques, faisant de la Corée du sud l'avant-poste le plus militarisé de l'impérialisme américain dans le monde.



Dans l'intérêt de la paix, la RPDC a également signé des accords à plusieurs reprises avec le gouvernement de la République de Corée pour mettre fin aux hostilités, instaurer la confiance et renforcer les liens afin de surmonter plus de 70 ans de division imposée de force par les États-Unis et contre la volonté du peuple coréen. La RPDC s'est engagée à travailler avec la République de Corée à la réunification pacifique de la Corée sur la base d'une confédération à deux systèmes socio-économiques différents du nord et du sud. Elle attend toujours que la RdC remplisse ses obligations de mettre fin aux exercices militaires conjoints et aux autres actes d'agression sur la base de la déclaration historique de Panmunjom signée par les deux Corées en avril 2018.

La seule raison pour laquelle la RPDC a acquis des armes nucléaires en premier lieu – s'appuyant sur ces propres réalisations scientifiques et technologiques – était de se défendre contre les menaces constantes de guerre nucléaire et conventionnelle et les répétitions de menaces d'agression par les forces armées américaines et de la RdC, ces dernières restant sous le commandement des États-Unis et non de la RdC. En outre, ce sont les États-Unis qui ont introduit les premières armes nucléaires en RdC en 1958, en violation de l'accord d'armistice de 1953, et ils ont continué à le faire.

Dans son rapport au VIIIe Congrès du Parti du travail de Corée en janvier de cette année, le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un a souligné que la clé de l'établissement d'une nouvelle relation entre la RPDC et les États-Unis est la cessation de la politique hostile des États-Unis envers elle. Le rapport clarifie notamment la position du Parti de vouloir rapprocher les États-Unis sur la base du principe de répondre à la puissance par la puissance et à la bonne volonté par la bonne volonté à l'avenir.



Cependant, le dirigeant de la RPDC, s'appuyant sur l'expérience du peuple coréen avec les administrations américaines successives, a également déclaré que la RPDC avait une évaluation très réaliste de ce qu'elle pouvait attendre des résultats des élections présidentielles américaines. Dans son rapport au VIIIe Congrès du Parti du travail de Corée, il note que « peu importe qui accède au pouvoir aux États-Unis, les véritables intentions de la politique des États-Unis à l'égard de la RPDC ne changeront jamais ». Le rapport souligne la nécessité d'une stratégie « adroite » envers les États-Unis, tout en élargissant de façon soutenue la solidarité avec les forces anti-impérialistes et indépendantes du monde.



Kim Jong Un a réaffirmé que la RPDC a atteint une capacité de défense nationale si élevée qu'« elle peut contenir de façon préventive la menace venant de forces hostiles à l'extérieur de notre territoire, et à l'avenir toute exacerbation des tensions dans la péninsule coréenne aurait comme conséquence une déstabilisation de la sécurité des forces qui nous menacent ». Il a également souligné que la RPDC, contrairement aux États-Unis, est « un État nucléaire responsable » qui « n'utilisera pas ses armes nucléaires à moins que les forces hostiles agressives ne tentent de recourir à leurs armes nucléaires contre elle ».



Dans son discours à la session conjointe du Congrès le 29 avril, le président américain Biden a désigné l'Iran et la RPDC comme des « menaces pour la sécurité américaine et la sécurité du monde » et s'est engagé à répondre à ces « menaces posées par ces deux pays par la diplomatie, ainsi que par une dissuasion sévère ». Ainsi, l'évaluation du dirigeant de la RPDC selon laquelle il n'y aurait aucun changement dans la politique américaine envers la RPDC avec la nouvelle administration s'est avérée correcte. L'« approche pragmatique » de la « diplomatie » et de la « dissuasion sévère » de Biden est que la fin – qui est de faire renoncer la RPDC à son droit d'être – justifie les moyens. Une telle approche ne trompe personne, surtout pas le peuple coréen, et comme les diverses

approches intéressées des administrations précédentes, elle échouera. Ni le chantage, ni la ruse ni le recours à la force ne fera plier la RPDC.

La désinformation sur les « droits humains » que les États-Unis propagent contre la RPDC fait partie de leur arsenal pour diaboliser cette dernière et maintenir un état de guerre afin de justifier leur occupation de la péninsule coréenne, d'encercler la Chine et de projeter la domination américaine dans la région indopacifique. Elle vise également à détourner l'attention de leurs propres crimes au pays et à l'étranger, à tenter d'arrêter le mouvement du peuple coréen en faveur de la paix et de la réunification, et à détourner l'opposition du monde à l'impérialisme américain, qui est la plus grande menace pour l'humanité et la paix mondiale.

S'exprimant le 2 mai en opposition aux remarques grossières du porte-parole du département d'État le 28 avril, qui a dit que l'administration Biden travaillera avec ses alliés « pour sensibiliser à la situation flagrante des droits humains en Corée du nord, enquêter sur les abus et les violations » lors de la soi-disant « Semaine de la liberté en Corée du nord »<sup>[1]</sup>, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC a souligné que les États-Unis ne sont guère en position de parler des droits humains, ayant « infligé des souffrances et des douleurs indicibles au peuple de la RPDC avec leur politique hostile brutale ».

Le ministère des Affaires étrangères de la RPDC a cité le bilan quotidien de la mort de « personnes innocentes en raison de l'inégalité sociale et de la discrimination raciale » aux États-Unis, et le bilan horrible de plus d'un demi-million de morts en raison de l'intervention inadéquate pour endiguer la pandémie de COVID-19 et protéger la vie humaine. La RPDC a également indiqué que plus de 40 000 personnes meurent chaque année de la violence liée aux armes à feu aux États-Unis et a souligné que ce sont les États-Unis qui doivent faire l'objet d'une enquête et être sanctionnés pour les violations flagrantes des droits humains dans le pays et à l'étranger. La RPDC a condamné les États-Unis comme étant un « champ de ruines des droits

humains ».

Les peuples du Canada et du monde entier peuvent attester ces observations de la RPDC et que l'appel à soumettre les États-Unis à une enquête pour les crimes généralisés en matière de droits humains au pays et à l'étranger est justifié.

Depuis sa fondation en 1948, la RPDC a défendu par principe sa souveraineté, son indépendance et l'honneur de la nation coréenne. Elle a demandé la fin de l'occupation militaire de la Corée par les États-Unis et la fin de tous les actes d'hostilité et d'agression dirigés contre elle par les États-Unis et leurs alliés. Ses efforts héroïques pour maintenir la paix dans la péninsule coréenne constituent une contribution à la paix mondiale et méritent l'appui inconditionnel et indéfectible de toutes les personnes éprises de justice et de paix au Canada et dans le monde.

***Troupes américaines, hors de Corée !  
Tous pour la paix dans la péninsule coréenne !***

## **Note**

1. La « Semaine de la liberté en Corée du nord » est organisée et parrainée par la Defence Forum Foundation, une soi-disant ONG dirigée par d'anciens militaires américains, des politiciens, des chefs religieux et des cadres du secteur privé, dont la mission est : « Maintenir l'Amérique forte. Promouvoir la liberté, la démocratie et les droits humains à l'étranger. » La présidente de l'organisation est Suzanne Shultz, qui est également présidente honoraire de Free North Korea Radio, du North Korea People's Liberation Front et vice-présidente du Committee for Human Rights in North Korea. Elle est également membre du conseil d'administration de Christian Solidarity Worldwide-USA, toutes ces organisations sont impliquées dans la diffusion constante de mensonges anticomunistes sur les violations des droits humains en RPDC afin de justifier les sanctions illégales et autres actes de guerre et d'agression contre ce petit pays, et d'aider la « diplomatie » américaine à obtenir un changement de régime en RPDC.

(Sources : LML, KCNA, Département d'État américain, Maison-Blanche)

---

## **Les États-Unis accroissent l'intégration de la République de Corée à leur machine de guerre**

**- Nick Lin -**

Le 21 mai, le président Moon Jae-in de la République de Corée (RdC) a rencontré le président des États-Unis Joe Biden à la Maison-Blanche. Il est le deuxième chef d'État que Biden a rencontré face à face, après la visite du premier ministre japonais Yoshihide Suga le 16 avril. L'objectif principal de donner la priorité à ces deux chefs d'État est que l'impérialisme américain sous la direction de Joe Biden militarise davantage ces « alliés » américains et les intègre encore plus à la machine de guerre impérialiste américaine. C'est de mauvais augure pour la paix dans la péninsule coréenne, la région et le monde.

Lors de la conférence de presse à la fin de la réunion, Biden a dit, entre autres choses : « Notre partenariat est fondé sur notre engagement indéfectible en faveur d'une sécurité partagée. Notre alliance est depuis longtemps le pilier de la paix, de la sécurité, de la prospérité, et la région revêt de plus en plus d'importance, et nous le faisons ensemble [...] J'étais reconnaissant que nos deux nations aient pu conclure rapidement en mars un nouvel accord de partage des coûts pour les forces en Corée, ce qui profitera à nos deux peuples. »



**Capture d'écran de la conférence de presse tenue à la fin de la rencontre du 21 mai 2021 entre le président Moon Jae-in de la République de Corée (RdC) et le président des États-Unis Joe Biden**



Il a parlé d'une « approche commune vis-à-vis la République populaire démocratique de Corée et de la menace persistante des programmes nucléaire et de missiles de la RPDC... nos deux pays partagent également la volonté de s'engager diplomatiquement avec la RPDC pour prendre des mesures pragmatiques qui réduiront les tensions alors que nous avançons vers notre objectif ultime de dénucléariser la péninsule coréenne ».

Joe Biden a ajouté : « Le partenariat États-Unis-RdC va également au-delà des objectifs de la péninsule. Ils abordent des enjeux d'intérêt régional et mondial grâce à une coopération renforcée avec des partenaires de la région, notamment l'ANASE, le Quad [les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde], et la coopération trilatérale avec le Japon. »

Le président Moon a pour sa part déclaré que « s'appuyer sur les accords passés, y compris la déclaration conjointe de Singapour, tout en adoptant une approche calibrée et pratique pour rechercher une diplomatie avec la Corée du nord est en effet une direction de la politique nord-coréenne de l'administration Biden qui est la bienvenue. Dans le cours de notre réexamen, nos deux pays se sont étroitement coordonnés, ce que je note avec beaucoup d'appréciation [...] Le président Biden a également exprimé son soutien au dialogue et à la coopération intercoréens. Dans le cadre d'une étroite coopération avec les États-Unis, nous travaillerons à faciliter les progrès dans les relations intercoréennes afin de parvenir à un cercle vertueux de dialogue entre les États-Unis et la RPDC. Lorsqu'une sécurité solide est fermement en place, nous pouvons préserver et faire la paix. Nous avons tous deux convenu de renforcer davantage notre posture de défense commune et réaffirmé notre engagement à une transition basée sur les conditions vers un contrôle opérationnel en temps de guerre ».

Moon a ajouté : « C'est également avec plaisir que je vous annonce la fin des directives révisées sur les missiles. L'Accord sur les mesures spéciales signé au début de l'administration Biden entre la RdC et les États-Unis sur le partage des charges montre au monde la robustesse de notre alliance en tant que mesure symbolique et pratique. »

L'« Accord sur les mesures spéciales » oblige le peuple de la RdC à assumer les coûts croissants



du maintien de 28 500 soldats américains et de leurs armes dans son pays, une augmentation de 13 % à 1,3 milliard de dollars US cette année et de 6,1 % par an pour les quatre prochaines années. C'est un accord extrêmement impopulaire auprès du peuple coréen et un grand nombre de Coréens veulent que l'armée américaine quitte la Corée. Les « directives révisées sur les missiles » font référence à la levée d'un accord imposé en 1979 dans lequel les États-Unis « restreignaient » la capacité de la République de Corée à développer des missiles balistiques d'une portée supérieure à 500 km. Les « directives révisées » permettront à la République de Corée de développer des missiles balistiques à portée intermédiaire d'une portée de 1 000 à 1 500 kilomètres pour atteindre des cibles au-delà de la péninsule coréenne.



Piquetage devant la Maison-Blanche, 15 février 2021

Ces déclarations de Joe Biden et de Moon Jae-in sont une provocation flagrante contre le peuple coréen, les peuples d'Asie de l'Est et du monde. Ces plans de guerre déstabiliseront la paix fragile dans la péninsule coréenne et constituent un acte d'agression direct contre la RPDC et la Chine. La servilité de Moon Jae-in à la Maison-Blanche révèle une fois de plus le niveau de domination des États-Unis sur la République de Corée. Chose encore plus importante, ce que Moon Jae-in a dit constitue une violation de tous les accords conclus à ce jour entre les deux Corées, y compris la Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000 dont l'anniversaire est ce mois-ci. Lorsque Moon Jae-in a apposé son nom à la Déclaration historique de Panmunjom sur la paix, la prospérité et la réunification de la péninsule coréenne le 27 avril 2018, il a promis que la République de Corée travaillerait avec la RPDC pour promouvoir la paix dans la péninsule coréenne. Tout cela ne voulait rien dire à la Maison-Blanche.

Pour symboliser l'alliance RdC-États-Unis, le président Moon a décerné une médaille d'honneur à la Maison-Blanche au colonel Ralph Puckett Jr., vétéran américain de la guerre de Corée, âgé de 93 ans, puis a annoncé de façon honteuse : « ... sur la base de l'alliance RdC-États-Unis, enracinée dans les nobles sacrifices de nos héros, nos deux nations inaugureront sans aucun doute un nouvel avenir ensemble. »

Le 31 mai, la RPDC a dénoncé les États-Unis pour avoir levé les « directives révisées sur les missiles », donnant à son « allié » la République de Corée le « feu vert » pour constituer rapidement son arsenal de missiles balistiques pour l'agression et la guerre avec les pays voisins. Elle a fait observer, par l'intermédiaire de l'expert en affaires internationales Kim Myong Chol, qu'une telle décision montre qui est responsable de l'augmentation des tensions dans la péninsule coréenne et du maintien du deux poids, deux mesures - sanctionnant la RPDC pour son arsenal de missiles d'autodéfense tout en permettant à ses « alliés » de constituer leur arsenal de missiles en toute impunité. Kim a judicieusement fait remarquer que cette « concession » à la République de Corée sert en fait à renforcer l'emprise des États-Unis sur le sud de la Corée. Il a ajouté que le

plan se retournerait contre eux car la cible de la RPDC n'est pas l'armée de la République de Corée mais les États-Unis et a souligné que la RPDC renforcera sa capacité de défense pour faire face à cette nouvelle menace. Il a averti les États-Unis que « ceux qui sèment le vent récolteront la tempête ».

Toutes les personnes éprises de paix et de justice au Canada et dans le monde doivent dénoncer cette dernière provocation des États-Unis et de leur « allié » la République de Corée contre le peuple coréen. Cela pose de graves dangers dans la péninsule coréenne et à la paix mondiale. C'est la position de principe de la RPDC et la ferme défense du droit à l'existence du peuple coréen qui ont maintenu la paix et l'équilibre dans la péninsule coréenne. L'alliance agressive entre les États-Unis et la République de Corée doit être démantelée et les fauteurs de guerre américains expulsés par les efforts du peuple coréen soutenus par toute l'humanité éprise de paix et de justice.

(Sources : Maison-Blanche, Agence centrale de presse coréenne)

---

## Un crime contre la paix – le Canada prolonge l'«opération Neon» contre la RPDC

- Margaret Villamizar -



Depuis 2019, les Forces armées canadiennes sont déployées pour mettre en oeuvre le régime de sanctions des États-Unis contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) dans le cadre de ce qu'on appelle l'*opération Neon*, qui donnera suite aux « opérations ponctuelles d'application des sanctions menées en 2018 ». L'*opération Neon* n'est pas une opération mandatée par l'ONU mais une tentative des États-Unis d'imposer un blocus naval contre la RPDC avec ses propres troupes d'exécutants « volontaires » en haute mer.[1] Dans un récent communiqué de presse, le ministère de la Défense nationale a annoncé que l'*opération Neon* serait prolongée jusqu'au 20 avril 2023.

Selon le ministère de la Défense nationale (MDN), l'*opération Neon* « est la contribution du Canada aux efforts multinationaux visant à surveiller et à décourager les activités de contournement des sanctions maritimes de la Corée du nord et comprend des ressources aériennes et maritimes ainsi que du personnel des Forces armées canadiennes ». Selon le MDN, cette opération est « un exemple tangible et retentissant de l'engagement du Canada dans la région de l'Asie-Pacifique et dans la lutte contre les menaces qui pèsent sur l'ordre international fondé sur des règles »[2]. On dit que l'opération déploie 300 marins et « une frégate, un navire de



ravitaillement et un aéronef de patrouille à long rayon d'action pour surveiller les zones maritimes où se déroulent des activités nord-coréennes de contournement des sanctions, notamment la mer de Chine orientale ». La mer de Chine orientale est entourée par la Chine à l'ouest, la Corée au nord, le Japon à l'est et Taïwan au sud. Le MDN écrit : « Ces ressources et ce personnel militaires s'emploient à localiser les activités nord-coréennes et à les décourager ainsi qu'à recueillir des preuves sur les transferts entre navires de matières visées par les sanctions (principalement des produits pétroliers raffinés comme le diesel). » Le coût annuel de l'opération est estimé à 8,3 millions de dollars.

L'apaisement du Canada envers la politique impérialiste américaine en Corée et ailleurs n'est pas nouveau et les Canadiens de tous les horizons s'y opposent depuis longtemps car ils ne sont pas d'accord que le Canada soit au service des États-Unis et de son bellicisme. Le gouvernement canadien s'est déshonoré en participant à la Guerre de Corée pour servir les objectifs des impérialistes américains de renforcer leur prise de contrôle de la nation coréenne et contre la République populaire nouvellement fondée du peuple chinois. Avec l'*opération Neon*, qui est une des nombreuses mesures prises par les gouvernements canadiens pour intégrer le Canada dans la machine de guerre des États-Unis, le Canada met en oeuvre un régime de sanctions injuste qui impose de graves privations au peuple coréen et est une violation des droits humains du peuple de la RPDC. C'est un non-sens que le gouvernement canadien prétende que la mise en oeuvre de sanctions arbitraires et injustes imposées par les États-Unis et d'autres à la RPDC défend un ordre international fondé sur les règles et les droits humains, alors qu'en réalité les sanctions sont une violation du droit international.



Le Canada participe à l'imposition de sanctions contre la RPDC depuis 2006. Les sanctions visent les transferts de fonds de la RPDC, l'exportation de matériaux pouvant être liés aux armes, les produits pétroliers et de gaz naturel, l'électronique, les véhicules ; l'importation de matériaux liés aux armements, de matériaux de construction, de minéraux et de minerais, de fruits de mer, de produits agricoles et plus encore. Il faut aussi se rappeler que, bien que le Canada ait officiellement établi des relations diplomatiques formelles avec la RPDC en 2000, il n'a rien fait en pratique pour développer ces relations. Tout ceci vise à donner une légitimité à la désinformation des impérialistes américains au sujet de la RPDC.

L'implication du Canada dans la mise en oeuvre des sanctions en 2018 a été précédée d'une entente signée le 12 janvier 2018 par laquelle 17

pays ont déclaré un embargo maritime global contre la RPDC. La RPDC, qui n'a agressé aucun pays mais qui fait seulement tout ce qu'elle peut pour affirmer son droit d'être, a dit de ces sanctions qu'elles sont un acte de guerre. Comme l'avait souligné *LML* à ce moment-là : « Depuis la tenue de la Conférence navale de Londres en 1909, c'est un principe accepté par le droit international que le blocus est un acte de guerre. Dans ce sens, le recours au blocus est permis uniquement entre pays belligérants. Il n'existe pas de règle du droit international qui justifie un blocus supposé pacifique, qui se réfère à une pratique des puissances coloniales du XIXe siècle et du début du XXe siècle. En 1916, les États-Unis ont lancé cet avertissement à la France : 'Les États-Unis ne reconnaissent pas ce droit d'une puissance étrangère de faire obstruction à l'exercice des droits commerciaux de pays non concernés, ce qui revient à l'exercice d'un blocus

alors qu'il n'y a pas d'état de guerre[3].' »

Ainsi, par sa participation dans l'*Opération Neon*, qui constitue un acte de guerre, le Canada est impliqué dans la violation des conditions de l'Accord d'armistice qui a mis fin aux combats de la Guerre de Corée et dont l'objectif ultime est de conclure un traité de paix entre la RPDC et les États-Unis. C'est un crime contre la paix, le crime de guerre le plus grave en vertu du droit international. Les activités criminelles comme l'*opération Neon* ne doivent pas passer. Elles mettent en lumière la nécessité que le Canada ait un gouvernement antiguerre qui permet aux Canadiens de participer à l'élaboration d'une politique étrangère qui défend le droit international et les relations pacifiques entre les peuples et les pays, et qui n'entraîne pas le Canada dans les rouages de la machine de guerre impérialiste des États-Unis.

## Notes

1. Selon le ministère de la Défense nationale, les autres pays concernés sont l'Australie, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis.
2. « La conception d'un ordre international fondé sur des règles et le rôle de la mesure, des normes et de l'action humaine pour progresser d'ouverture en ouverture » – Centre d'études idéologiques – Supplément du *LML*, 11 juin 2021
3. « Les Sanctions contre la RPDC », Margaret Villamizar, Supplément du *LML* hebdomadaire, 13 janvier 2018

---

## Webinaire international sur la situation actuelle et les développements en République populaire démocratique de Corée



Célébrations à la suite de la conclusion réussie du VII<sup>e</sup> Congrès du PTC, le 14 janvier 2021

Le 21 mai, les Amis de la Corée (Grande-Bretagne) ont organisé un webinaire très vivant et informatif sur la situation actuelle en République populaire démocratique de Corée (RPDC) et dans la péninsule coréenne. Des participants de la Grande-Bretagne et du Canada ont pris part à la discussion qui a été une occasion d'apprendre et d'échanger des opinions sur le sujet.

Andy Brooks, secrétaire général du Nouveau Parti communiste de Grande-Bretagne et président des Amis de la Corée (Grande-Bretagne), a souhaité la bienvenue aux personnes présentes et les a remerciées de leur participation, en particulier les participants du Canada. Il a présenté Michael Chant, secrétaire général du Parti communiste révolutionnaire de Bretagne (marxiste-léniniste) et secrétaire des Amis de la Corée (Grande-Bretagne), qui a présidé l'événement. Celui-ci a expliqué le déroulement du programme et a présenté Leslie Larkum – compositrice, violoniste et enseignante – qui a joué la pièce traditionnelle coréenne *Arirang*, l'hymne du mouvement pour la réunification, que les participants ont grandement appréciée.

Dans la première présentation, Michael Chant a donné un aperçu historique de la lutte de la RPDC pour son droit d'être depuis plus de 70 ans face à l'agression, la guerre et les sanctions brutales des États-Unis. Il a souligné la position de principe de la RPDC de défendre sa souveraineté et sa dignité en toutes circonstances, et a discuté des récents développements dans ce pays, mis en lumière par les décisions prises lors du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti du travail de Corée qui a eu lieu à Pyongyang en janvier dernier. Le trait principal du VIII<sup>e</sup> Congrès, a-t-il dit, est qu'il a réitéré la détermination de la RPDC à défendre sa conception du monde *Juche* d'appui sur soi, à renforcer son économie indépendante afin de contrer le régime de sanctions brutales imposé par les Anglo-Américains, et à se défendre contre les menaces et l'agression des États-Unis et d'autres. La Grande-Bretagne participe aux sanctions illégales imposées par l'Union Européenne contre la RPDC, a souligné Michael Chant, bien qu'elle se soit retirée de l'UE. Il a dit que dans la période actuelle, la RPDC va développer et consolider ses relations internationales en appui à la cause de la paix et de la justice partout, tendant une main amicale à quiconque fait de même. Il a souligné qu'en ce qui concerne ses relations avec les États-Unis, la RPDC n'entretient aucune illusion et ne s'engagera dans des relations que sur la base de « la bonne volonté en réponse à la bonne volonté et de la puissance en réponse à la puissance ».

Le prochain à prendre la parole a été Dermot Hudson, président de l'Association d'amitié avec la Corée en le Royaume-Uni. Il a informé les participants du travail de l'Association pour bâtir des relations de peuple à peuple entre les deux pays, appuyer les justes positions de la RPDC à la défense de la paix dans la péninsule coréenne et contrer la désinformation au sujet de la RPDC par les médias monopolisés. Entre autres choses, il a souligné qu'à la lumière des atrocités commises par Israël contre les Palestiniens, la RPDC avait toujours été solidaire du peuple palestinien, lui offrant de l'aide matérielle et politique depuis plusieurs décennies. Il a rappelé aux participants que la réunion avait lieu au même moment que le 41<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement de Gwangju lorsque les étudiants et les travailleurs de cette ville se sont soulevés et ont pris le pouvoir pendant plusieurs jours en mai 1980 en défiance de la dictature militaire de Chun Doo Hwan en Corée du sud appuyée par les États-Unis, et ont affirmé leur droit à la démocratie et leur droit de s'investir du pouvoir. Dermot Hudson a indiqué que le 21 mai était aussi le premier jour de la réunion Moon-Biden à Washington et qu'il ne croyait pas qu'il en sortirait quelque chose de positif pour le peuple coréen.

Le dernier orateur a été Philip Fernandez, porte-parole de la Commission de la vérité sur la Corée (chapitre canadien). Il a expliqué comment la nouvelle politique de l'administration Biden vis-à-vis la RPDC basée sur une approche pragmatique de « diplomatie et de ferme dissuasion » était vouée à l'échec puisque les relations étrangères de la RPDC sont fondées sur les principes et la défense de son droit d'être. Contrairement à la désinformation propagée par le système impérialiste d'États comme quoi la RPDC agit en violation des droits humains, ce sont les sanctions accablantes imposées par les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et d'autres qui sont des violations flagrantes des droits humains et un châtement collectif du peuple de la RPDC, qui fait tout ce qu'il peut pour défendre les droits du peuple contre cette agression, a dit Philip Fernandez.

Il a aussi mentionné, entre autres choses, qu'à chaque fois que le peuple coréen a fait des progrès



dans le développement des relations intercoréennes et la consolidation du mouvement pour la réunification, les impérialistes américains sont intervenus pour saboter ces efforts. Dans le contexte des élections qui auront lieu l'année prochaine en Corée du sud, Philip Fernandez a souligné que les États-Unis travaillent en coulisses pour installer au pouvoir le Parti Pouvoir au peuple, un parti anticomuniste, dans le but de miner les relations entre le nord et le sud et de repousser la Déclaration historique de Panmunjom de 2018 qui avait permis à toute la nation coréenne d'espérer une consolidation des relations intercoréennes. Un des politiciens du Parti Pouvoir au peuple, qui siège à la législature, Tae Yong-Ho, qui a fait défection à l'ambassade de la RPDC à Londres en 2016, fait maintenant partie de la campagne anti-RPDC visant à calomnier et isoler le lieu même de sa naissance, a souligné Philip Fernandez. Il a dit que lors d'une récente entrevue, Tae Yong-Ho a traité la RPDC d' « État esclavagiste » et qu'il a chanté les louanges de la Grande-Bretagne en tant que terre de « liberté, de démocratie et de droits humains ».

Le facteur décisif de l'avenir de la Corée est le peuple coréen lui-même, et non un individu ou une puissance quelconque, et sa quête de paix et de réunification l'emportera un jour, a souligné Philip Fernandez à la fin de sa présentation.

À la suite des présentations, Michael Chant a informé les participants que l'ambassade de la RPDC à Londres avait fait parvenir un message de salutations et ses meilleurs voeux de succès aux participants de la réunion.

Dans la discussion qui a suivi, l'importance de prendre la parole à la défense de la RPDC et de son droit d'être dans le contexte des attaques continues contre elle par les impérialistes américains et leurs alliés a été soulignée. Les participants étaient animés du sentiment de poursuivre la discussion fructueuse de cette rencontre.

L'événement s'est terminé avec la vidéo d'une visite à une école de musique de Pyongyang en 2013 au moment des célébrations du 60e anniversaire de la Victoire de la Guerre de libération de la Patrie, suivie d'une courte vidéo de la prestation de *l'Internationale* à la fin du VIIIe Congrès du Parti du travail de Corée.

---

### **Des anniversaires importants**

## **L'héritage du soulèvement de Gwangju exige que les États-Unis soient chassés de Corée**

Le soulèvement populaire de Gwangju a eu lieu du 18 au 28 mai 1980 dans la ville de Gwangju dans le sud-ouest de la République de Corée (RdC). Ce fut une glorieuse action révolutionnaire entreprise par les étudiants, les travailleurs, les femmes et les jeunes pour affirmer leur droit de gouverner leur propre pays. Ils se sont soulevés contre la domination de la Corée par les États-Unis et la dictature militaire de Chun Doo-hwan qui la représentait. Depuis qu'ils ont divisé la Corée par la force au 38e parallèle au lendemain de la capitulation du Japon en 1945, les impérialistes américains ont tout fait pour maintenir cette division par la force, notamment en déclenchant la guerre de Corée le 25 juin 1950, au cours de laquelle près de quatre millions d'hommes, de femmes et d'enfants coréens ont péri.

Ainsi, le peuple coréen, dont la contribution à la victoire des Alliés lors de la Deuxième Guerre mondiale est sans égale, a été criminellement privé de son droit à l'autodétermination. Au lieu de cela, un gouvernement anticomuniste de type américain, au service des monopoles américains et des propriétaires fonciers et capitalistes coréens, a été imposé dans le sud en 1948, au nom de la démocratie, de la liberté et des droits de l'homme. C'est la même rengaine intéressée que

l'administration Biden colporte aujourd'hui pour maintenir une emprise militaire sur la Corée et justifier la militarisation et l'intégration accrues de la République de Corée à la machine de guerre américaine.



Le Soulèvement populaire de Gwangju était une réponse collective à la loi martiale imposée par la dictature de Chun Doo-hwan en mai 1980. Chun Doo-hwan avait accédé au pouvoir par un coup d'État orchestré par l'administration américaine Carter après l'assassinat du président Park Chung-hee, le dictateur militaire anticommuniste pro-américain qui avait dirigé la République de Corée d'une main de fer de 1963 à sa mort

en 1979. Chun Doo-hwan a imposé la loi martiale pour tenter d'écraser les actions populaires du peuple sud-coréen qui exigeait la démocratie et un gouvernement civil.

Selon des reportages et des témoignages de gens sur place, le Soulèvement populaire de Gwangju a débuté le matin du 18 mai par des manifestations étudiantes lorsque plus de 600 étudiants se sont rassemblés à l'université nationale de Chonnam pour défier le nouveau décret militaire qui fermait les universités et étouffait toute dissidence politique. La police ne pouvant contenir la résistance organisée du peuple, le régime a fait appel à une unité des Forces spéciales de l'armée formée pour des missions d'assaut pour écraser le soulèvement. Les Forces spéciales ont utilisé des gaz lacrymogènes, des matraques et des balles en caoutchouc pour réprimer le soulèvement, ce qui



a accru la résistance alors que les travailleurs, les commerçants et les parents sont descendus dans la rue pour défendre les jeunes. Les soldats ont alors ouvert le feu, tuant près de 200 personnes et faisant des centaines de blessés.

Le 20 mai, près de 10 000 personnes ont manifesté contre cette terreur et cette violence. Dans le contexte de la militarisation très poussée de la société, il y avait de nombreuses caches d'armes dans les principaux endroits de travail en Corée du sud. Les manifestants ont saisi ces armes et ont réquisitionné des bus, des taxis et même des véhicules blindés de transport de troupes et formé des milices armées pour combattre l'armée. Un quotidien produit par les étudiants, le *Militants' Bulletin*, a permis de tenir tout le monde informé et de combattre la désinformation des médias qui criminalisait le soulèvement et tentait de diviser ses rangs. Face à l'opposition armée résolue du peuple, les forces spéciales ont été contraintes de se retirer.

Les cinq jours qui ont suivi sont sans précédent dans l'histoire de la Corée du sud. La population a créé un Comité de solidarité des citoyens et un Comité de solidarité des étudiants qui ont travaillé pour organiser le peuple et assurer le bien-être de chacun. Des réseaux de ravitaillement, de soins médicaux et de transport ont été organisés, et des discussions politiques animées ont eu lieu alors que les gens se rassemblaient pour discuter et organiser la suite de leur résistance.



Le 24 mai, 15 000 personnes ont participé à un service commémoratif en l'honneur de ceux qui ont été tués par les forces spéciales aux premiers jours du début du soulèvement. Le 25 mai, environ 50 000 personnes se sont réunies pour un rassemblement à Gwangju et ont adopté une résolution exigeant l'abolition de la loi martiale et à la libération du prisonnier politique Kim Dae-jung, qui allait être élu huitième président de la République de Corée[1].

Alors que la population de Gwangju continuait d'affirmer ses revendications politiques, le président des États-Unis, Jimmy Carter, qui avait fait campagne sur un programme de « politique étrangère axée sur les droits de l'homme », est intervenu directement pour écraser ce qui était considéré comme une menace pour les intérêts stratégiques des États-Unis dans la région. Le Conseil national de sécurité des États-Unis s'est réuni à la Maison Blanche le 24 mai pour planifier une réponse. Par la suite, le général américain John A. Wickham Jr, commandant du commandement des forces combinées américano-coréennes, a ordonné au général Chun Doo-hwan de redéployer la 20e division de l'armée de la RdC de la zone démilitarisée (DMZ) séparant la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République de Corée vers Gwangju pour écraser le soulèvement. Ce plan a été retardé de trois jours, le temps qu'une flottille de la marine américaine dirigée par le porte-avions *USS Midway* soit déployée dans les eaux coréennes, au cas où des renforts seraient nécessaires[2].





Le 27 mai, à 3 h 30 du matin, les forces armées de la République de Corée ont attaqué Gwangju dans le cadre de l'opération *Fascinating Vacations*. La population de Gwangju a résisté courageusement à l'assaut militaire dirigé par les États-Unis contre elle. Au cours des combats qui ont suivi, des milliers de civils ont été tués et près de 15 000 personnes ont été blessées. Plus de 1 500 personnes ont été arrêtées et d'innombrables autres ont été torturées et exécutées sommairement. Des dizaines de militants ont été arrêtés, jugés et exécutés et d'autres ont été jetés en prison. En l'espace d'un an, le général Chun s'est autoproclamé président de la République de Corée et a entamé une campagne de terreur contre les communistes, les socialistes, les gauchistes et toute autre force progressiste qui remettrait en cause son régime militaire soutenu par les États-Unis. Cependant, les travailleurs et le peuple de la République de Corée ont poursuivi leur lutte organisée contre l'impérialisme américain et ses marionnettes locales, et ont finalement mis fin aux dictatures militaires en République de Corée à la fin de 1990.



**Mur commémoratif des personnes tuées pendant le Soulèvement populaire de Gwangju**

En ce 41e anniversaire du Soulèvement populaire de Gwangju, *Le Marxiste-Léniniste* lance un appel à tous à intensifier leur soutien à la juste lutte de l'héroïque peuple coréen contre

l'occupation militaire américaine de la Corée du sud, à s'opposer résolument au chantage nucléaire des États-Unis et à leurs provocations militaires contre la RPDC et à appuyer la lutte du peuple de Corée qui depuis plus de 70 ans combat pour réunifier en toute indépendance et de manière pacifique sa nation divisée et affirmer son droit d'être.

***Saluons l'héritage historique du Soulèvement de Gwangju !  
Troupes américaines hors de Corée !  
La Corée est une !***

## **Notes**

1. En tant que président de la République de Corée de 1998 à 2003, Kim Dae-jung a joué un rôle déterminant dans la coopération avec le dirigeant de la RPDC, Kim Jong Il, pour renforcer les relations intercoréennes, ce qui a conduit à la signature de l'historique Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000 à Pyongyang, qui a ouvert un nouveau chapitre audacieux dans la lutte du peuple coréen pour la paix et la réunification. Kim Dae-jung a également veillé à ce que les victimes de la violence et de la terreur d'État parrainées par les États-Unis à Gwangju soient honorées. Il a inauguré des événements commémoratifs annuels pour les victimes à partir de 1997 et a fait du cimetière de Gwangju, où des centaines de victimes sont enterrées, le Cimetière national du soulèvement démocratique du 18 mai.

2. Base de données en ligne des 4 000 documents déclassifiés du gouvernement américain sur le rôle des États-Unis dans le soulèvement de Gwangju en 1980.

(Sources : LML, Encyclopedia Britannica)

---

## **Les Déclarations conjointes Nord-Sud fournissent des lignes directrices pour résoudre les problèmes non résolus auxquels est confronté le peuple coréen**



**L'Arche de la réunification à Pyongyang, RPDC**

Les anniversaires de deux importantes déclarations conjointes entre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République de Corée (RdC) ont eu lieu en avril et juin de cette année. La Déclaration conjointe Nord-Sud a été signée le 15 juin 2000 par le feu dirigeant de la RPDC Kim Jong Il et le feu président de la République de Corée Kim Dae-jung, à Pyongyang, la capitale de la RPDC. La Déclaration conjointe du 15 juin a créé le fondement pour le renforcement des liens entre les Coréens du nord et du sud et pour travailler ensemble afin de

trouver des solutions aux problèmes communs. Ce faisant, ils ont pris des mesures pratiques pour faire avancer la réunification nationale selon leurs propres conditions et avancer ensemble en tant que pays uni et indépendant vers un avenir brillant et prospère.

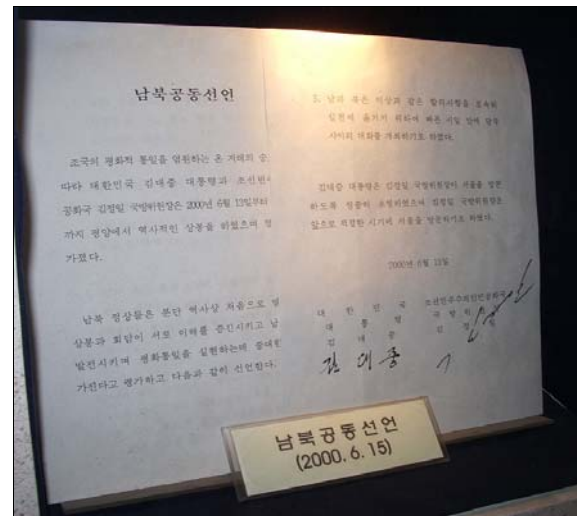
Le 27 avril 2018, la déclaration historique de Panmunjom pour la paix, la prospérité et la réunification de la péninsule coréenne a été signée par le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un et le dirigeant de la RdC Moon Jae-in à Panmunjom où les États-Unis ont divisé la Corée en 1945. Cette déclaration historique a inspiré le peuple coréen dont le désir de réunification pacifique de la nation coréenne sans ingérence extérieure est primordial. Le peuple et les familles qui composent la nation coréenne, qui est un peuple homogène avec une histoire de plus de 5 000 ans, ont été divisés depuis la guerre de Corée en raison du refus des États-Unis de signer un traité de paix et de mettre en oeuvre les termes de l'Accord d'armistice. Les États-Unis ont été contraints de conclure cet accord avec la RPDC lorsque, malgré toute leur puissance militaire et les crimes qu'ils ont commis contre le peuple coréen, ils n'ont pas été en mesure d'occuper toute la péninsule coréenne.

Par la suite, de 2000 à 2008, sous la direction des présidents Kim Dae-jung et Roh Moo-hyun qui ont adhéré à la Déclaration conjointe, des progrès ont été réalisés dans le renforcement des relations intercoréennes, notamment la création en 2002 du complexe industriel de Kaesong juste au nord de la zone démilitarisée. Ce projet réussi entrepris par la RPDC et la RdC à avantage réciproque, a vu 123 entreprises sud-coréennes, employant 800 travailleurs de la RdC et 53 000 de la RPDC, produire une grande variété de textiles, de céramiques et d'autres produits pour le marché intérieur et l'exportation.

La Déclaration conjointe du 15 juin 2000 a été suivie par l'Accord du 4 octobre 2007 entre la RdC et la RPDC, qui a développé et renforcé les progrès réalisés à la suite de la Déclaration conjointe du 15 juin 2000.

Les États-Unis, cependant, ne permettraient pas la résolution pacifique des problèmes en suspens dans la péninsule coréenne. Ils ont intensifié leur ingérence dans les affaires de la RdC pour faire reculer ces développements positifs. Ils ont fait élire deux personnes anticomunistes et corrompues en tant que présidents de la République de Corée, Lee Myung-bak, un ancien maire de Séoul, puis Park Gyeun-hye, fille du deuxième président de la République de Corée, Park Chung-hee, un dictateur anticomuniste qui avait servi dans l'armée impérialiste japonaise. Ils ont commencé à saboter le travail effectué par les administrations précédentes pour en 2016.

Après la destitution de Park Gyeun-hye pour corruption, lors de l'élection présidentielle de mai 2017, Moon Jae-in a réussi à devenir président sur la base de sa promesse de revitaliser les relations nord-sud. En coopérant avec les dirigeants de la RPDC, cela a conduit à l'adoption de la deuxième Déclaration commune historique - la Déclaration de Panmunjom pour la paix, la prospérité et l'unification de la péninsule coréenne, signée entre Kim Jong Un et Moon Jae-in le 27 avril, 2018. Cet accord historique a réaffirmé tous les accords précédents et est allé plus loin, en déclarant, entre autres mesures importantes, que les deux parties s'abstiendraient de se livrer à des provocations militaires. Cette déclaration a été célébrée à juste titre par le peuple coréen et l'humanité éprise de paix comme un grand pas en avant pour les relations intercoréennes et pour



**Copie des pages de la Déclaration conjointe Nord-Sud**



la paix dans la péninsule coréenne et dans le monde.

Ce qui a continué de faire obstacle aux aspirations du peuple coréen et à son projet d'édification nationale, ce sont les machinations et la perfidie des impérialistes américains, qui étaient responsables de la division de la Corée en 1945 et qui continuent de maintenir la Corée divisée aujourd'hui et comme une poudrière pour les armes américaines de tous types, y compris les armes nucléaires.

Aussi, les États-Unis ont systématiquement utilisé le Conseil de sécurité de l'ONU et ses alliés dans la guerre de Corée, comme le Canada, pour imposer des sanctions économiques de plus en plus sévères contre la RPDC afin de l'étrangler jusqu'à ce qu'elle se soumette. La domination militaire, économique et politique et la militarisation de la RdC par les impérialistes américains et leurs tentatives d'étrangler la RPDC jusqu'à la soumission visent toutes à réaliser les efforts des impérialistes américains pour contrôler toutes les affaires des pays d'Asie de l'Est et la région Asie-Pacifique. Dans le processus, les États-Unis ont armé davantage la RdC afin de maintenir la présence de leurs forces armées en Asie du Nord-Est et de servir de camp avancé pour menacer la Chine et la Russie.



La RdC est également l'un des plus gros acheteurs d'armes américaines. Malgré le fait que le point 2 de la Déclaration de Panmunjom déclare que la RdC et la RPDC « déploieront des efforts conjoints pour atténuer la tension militaire aiguë et éliminer pratiquement le danger de guerre sur la péninsule coréenne », dans la pratique, cela n'a pas encore été possible et les militants pour la paix et la réunification continuent de

travailler assidûment pour dépêtrer le sud de l'armée américaine et de ses objectifs agressifs dans la région[1].



Des athlètes coréens du nord et du sud font leur entrée lors des cérémonies d'ouverture des jeux olympiques à Pyeongchang, le 9 février 2018, sous le drapeau de la réunification.

Quelles que soient les machinations intéressées des impérialistes américains et de leurs conciliateurs au Canada et ailleurs, il n'en reste pas moins que le facteur décisif pour la paix dans la péninsule coréenne et la réunification de la nation coréenne est le peuple coréen lui-même, au côté des peuples du monde agissant avec lui. C'est cet esprit qui est inscrit dans la Déclaration commune du 15 juin 2000, que le peuple coréen ne permettra jamais d'effacer. C'est son défi aux menaces et au diktat américain qui exprime les trois principes qui guident le mouvement de réunification coréen : la réunification sera réalisée de manière indépendante sans ingérence extérieure, grâce à l'unité politique du peuple coréen malgré ses différences idéologiques, et de manière pacifique.

Il n'y a pas de meilleur moment que le 21<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration conjointe du 15 juin 2000, pour que le peuple canadien intensifie son appui à la lutte courageuse et déterminée du peuple coréen pour parvenir à la paix, à la réunification et au progrès de la Corée.

### **Note**

1. En 1953, après la guerre de Corée, le Traité de défense mutuelle entre les États-Unis et la République de Corée a été imposé par les États-Unis, ce qui oblige la RdC à participer aux exercices de guerre annuels Key Resolve et Foal Eagle, qui sont des tentatives à peine voilées de menacer la RPDC et ses soutiens, la Chine et la Russie.

---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**ARCHIVES | ACCUEIL**

**Site Web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**